

ISRAËL-PALESTINE, QUE PEUT OBAMA ?

« Les discussions entre Israéliens et Palestiniens se heurtent au refus de M. Netanyahu de stopper complètement la colonisation en Cisjordanie occupée, et à celui de M. Abbas de discuter dans de telles conditions », écrit LeMonde.fr, renvoyant dos à dos les deux protagonistes.

Selon Helene Cooper et Mark Landler du New York Times (23 septembre), « In Mideast Peace Bid, Obama Pivots in His Demands », le président Obama aurait prévenu ses interlocuteurs palestiniens « *qu'il ne pourrait pas obtenir un gel de la colonisation, mais qu'il pousserait Israël à s'engager rapidement dans des négociations sur le statut final* ». En d'autres termes, il demande aux Palestiniens d'accepter la reprise des négociations alors que la colonisation continue, même à un rythme ralenti. Si tel est le cas, le président Obama reviendrait à la stratégie qui a déjà échoué : celle d'Annapolis, celle d'un processus de paix sans fin à l'abri duquel Israël continue sa politique de conquête et de colonisation.

Ce ne serait pas seulement une catastrophe pour les Palestiniens, mais aussi pour toute la région. Et ramènerait à peu de choses le discours du Caire du président américain, le 4 juin 2009.

Pourtant, un autre choix est possible pour le président américain, y compris dans le cadre de l'alliance existant entre Israël et les États-Unis, comme le montrent deux articles récents. Pierre Razoux, un chercheur au collège de défense de l'OTAN (Rome), fait d'intéressantes suggestions dans le New York Times du 15 septembre (« How to Put Pressure on Netanyahu »).

Confronté aux tactiques dilatoires de Netanyahu, le président Obama ne peut réduire l'aide financière ou militaire à Israël (pour des raisons de politique intérieure). L'administration dispose toutefois d'autres moyens de pression :

- s'abstenir de soutenir systématiquement Israël au conseil de sécurité de l'ONU ;
- réduire graduellement la coopération militaire dans des domaines cruciaux, comme le renseignement, l'espace, les communications, le nucléaire, etc. ;
- demander publiquement qu'Israël participe à la conférence de l'année prochaine sur le traité de non prolifération ;
- enfin, il peut réduire ses garanties financières aux prêts donnés à Israël, comme James Baker l'a fait en 1991-1992 pour forcer le premier ministre de droite Itzhak Shamir à rejoindre le processus d'Oslo [l'auteur se trompe, il veut parler du processus ouvert par la conférence de Madrid, le 30 octobre 1991].

« L'administration Obama doit simplement faire comprendre au gouvernement israélien que les intérêts stratégiques des deux pays ne coïncident pas forcément. Elle devrait aussi laisser Israël en dehors de la négociation avec l'Iran, ne l'informant ni du statut de ces discussions ni de leur contenu. »

Cette stratégie indirecte serait d'autant plus efficace, selon l'auteur, qu'elle pourrait difficilement être exploitée par le lobby pro-israélien. Le journaliste Akiva Eldar, dans Haaretz, « So what if Obama wants to move peace process forward ? » (23 septembre), rappelle le célèbre épisode des pressions de l'administration Bush (père) et de James Baker en 1991-1992, évoqué par Razoux. Mais il note une différence de taille : à l'époque, la droite israélienne faisait face à une réelle opposition menée par Itzhak Rabin. Et les pressions américaines avaient mené à la chute du gouvernement de droite. Il n'existe plus, note Eldar, de camp israélien de la paix. Et la force du Hamas est aussi un élément nouveau.

Alain Gresh

jeudi 24 septembre 2009
Le Monde Diplomatique

OBAMA ET ISRAËL

(EXTRAIT DE L'INTERVIEW DE BARACK OBAMA DANS ATLANTIC.COM, MAI 2008)

Lorsque j'ai visité Ramallah, j'ai rencontré un groupe d'étudiants palestiniens et je leur ai dit, entre autre, la chose suivante : « Ecoutez, les gars, je vous comprends, et je comprends que vous avez besoin d'un pays qui marche, mais sachez que si vous vous attendez à ce que l'Amérique se distancie d'Israël, vous rêvez. Puisque mon attachement, notre attachement à la sécurité d'Israël est non négociable ».

Q.- Que pensez-vous de l'idée de Jimmy Carter selon laquelle Israël ressemble à un pays d'apartheid ?

B. Obama : Je rejette catégoriquement une telle caractérisation. Israël est une démocratie vivante, la seule au Moyen Orient. Israël et les Palestiniens ont sans aucun doute des problèmes difficiles à régler afin de réaliser l'objectif d'avoir deux états qui vivraient côte à côte, dans la paix et la sécurité, mais injecter le terme d'« apartheid » dans la discussion ne sert pas cet objectif. C'est émotionnellement chargé, historiquement inadapté, et ce n'est pas ce que je crois.

A close-up photograph of Barack Obama speaking into a microphone. He is wearing a dark suit, a white shirt, and a patterned tie. The background is dark and out of focus.

© Jack

OBAMA ET LA COLONISATION : LA PAROLE ET LES ACTES (D'APRÈS EL-WATAN)

Les États-Unis « ne reconnaissent pas la légitimité de la poursuite de la colonisation israélienne », a déclaré le président américain Barack Obama dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU.

« Nous continuons d'appeler les Palestiniens à cesser les provocations envers Israël et insister sur le fait que l'Amérique n'accepte pas la légitimité de la poursuite de la colonisation israélienne », a déclaré M. Obama dans son allocution lors de la séance d'ouverture de l'Assemblée générale annuelle de l'ONU.

La poursuite de la colonisation juive en Cisjordanie et à Jérusalem-Est est la principale pierre d'achoppement empêchant la reprise des négociations de paix israélo-palestiniennes suspendues depuis fin 2008.

Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, qui s'est entretenu mardi à New York avec M. Obama et le leader palestinien Mahmoud Abbas, refuse en effet de geler la colonisation, faisant fi des appels de la communauté internationale et en premier lieu Washington.

Lors de ce sommet, M. Obama s'était contenté d'évoquer « une limitation » de la colonisation tout en exhortant Israéliens et Palestiniens à reprendre au plus vite les négociations. « Je poursuivrai la quête d'une paix juste et durable entre Israël, la Palestine et le monde arabe », a dit M. Obama à l'ONU, en faisant état de « progrès » enregistrés selon lui lors de la rencontre tripartite.

Le « gel » devient la « limitation » dans les mots. Pendant ce temps-là, la colonisation s'accroît. Les prières ne suffisent pas. À quand les actes ?